

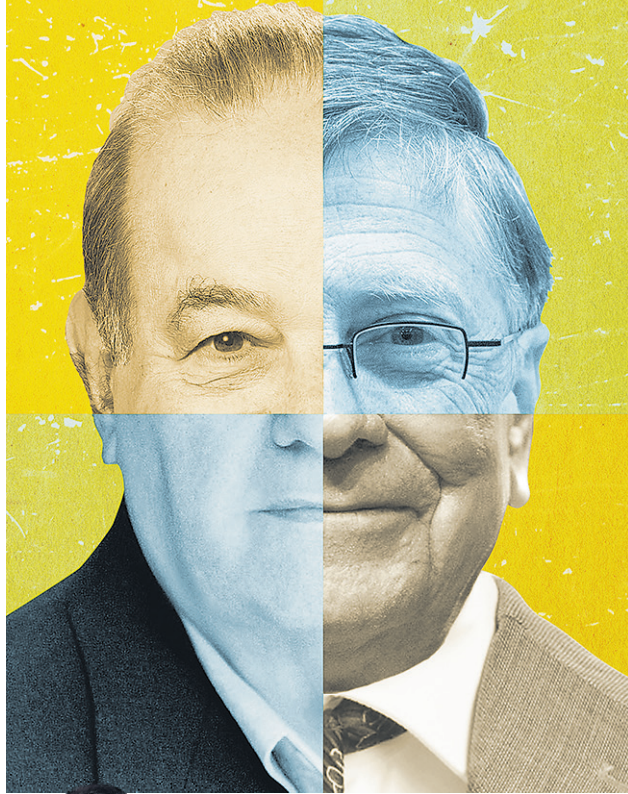
PSY ET PRÉDATEUR

ILLUSTRATION GHASSENE JERANDI, LA PRESSE

LA TRANSACTION BELL-ASTRAL FRANCHIT UNE NOUVELLE ÉTAPE

PAGE A6

AFFAIRES



GRAPHISME JEAN-MARC CHARRON-AUBIN, LA PRESSE

ARTS

PAGE A11

AFFAIRES

ARTS

PHOTO JEFF HAYNES, REUTERS



 Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1

[illegible]

INCONDUITE SEXUELLE

Le psy devenu prédateur

Radié pour avoir soumis au moins cinq clientes à ses obsessions sexuelles, un ex-psychologue montréalais a fait une sixième victime. Une toute jeune femme, qu’il a bombardée de messages pornographiques, hypnotisée, droguée dans un chalet et poussée à la psychose. C’était écrit dans le ciel : en lui retirant son permis, le conseil de discipline de l’Ordre des psychologues a écrit qu’il présentait « un risque imminent de récurrence ». Comment arrêter ce genre de prédateur ? Voici le premier volet de notre reportage sur l’inconduite sexuelle des psychothérapeutes.



MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Sophie* est sonnée. Elle avance vers l’arrêt d’autobus, rue Saint-Denis, et de l’eau coule le long de sa jambe. Sa culotte est trempée. La jeune Montréalaise sort du bureau de son psychothérapeute, mais elle a l’impression d’avoir quitté son corps. C’était sa troisième séance d’hypnose – des séances à 40\$, singulièrement longues. En marchant, Sophie repense au bureau poussiéreux de François Lesage. Elle revoit cet homme au-dessus d’elle. Elle l’entend encore annoncer qu’elle sentirait maintenant son vagin « respirer ».

Nous sommes à la mi-septembre 2011. Pourquoi cette eau qui coule ? Que s’est-il passé pendant la séance ? Plus tard, Sophie repensera à la poire à lavement qui traînait dans la salle de bains de la salle d’attente. Sur le coup, la barmaid de 26 ans, morte de fatigue, n’a qu’une idée en tête : dormir avant d’aller travailler.

Mais plus les jours passent, plus une crainte s’impose : avoir été agressée. « En rentrant chez moi, j’avais très

mal, dit-elle. Il y avait du sang. Mais à chaque souvenir, je refoulais. Je fumais un joint aux quatre heures. Après deux mois, je n’étais plus capable : je suis allée voir la police. »

Les enquêteurs montréalais ont manifestement pris sa plainte très au sérieux. Environ un an plus tard, en décembre 2012, Lesage a informé Sophie qu’il avait été « longuement interrogé par la police, à trois reprises, de nombreuses heures ». « Je ne me suis jamais contredit et c’est la raison pour laquelle il n’y aura pas de plainte », a-t-il précisé dans le même message Facebook. Il lui a déclaré du coup qu’elle s’hypnotisait elle-même, qu’elle s’était fait un lavement sans s’en rendre compte et qu’elle devrait retourner le voir.

Pour Sophie, il n’en est évidemment pas question. Depuis les événements, elle souffre de choc post-traumatique sévère avec dissociations. Son traitement est financé par l’Indemnisation des victimes d’actes criminels (IVAC). Quand Lesage a invité la jeune femme à renouer, la terreur l’a carrément engloutie. Déjà fragile, elle s’est mise à passer la nuit debout, à voir des hypnotiseurs et des hypnotisés un peu partout et a installé des caméras de surveillance chez elle. Depuis trois semaines,

elle est hospitalisée en psychiatrie. Psychose. C’est la première fois.

Lorsque *La Presse* l’a interrogé, Lesage a nié avoir touché à sa patiente – sauf pour lui demander de le piétiner, pour qu’elle s’exerce à dominer les hommes. « Elle dissocie en s’imaginant un viol, jure-t-il. Mais je l’ai bien cherché, parce que je sais que j’ai essayé de la séduire. [...] Je me sens sale, trou de cul, laid. »

La police lui a demandé de subir le test du polygraphe, révèle-t-il. « Et je me sens tellement coupable que ça ressort [dans le test] : je ne me suis pas disculpé. »

Ce genre de preuve n’est pas admissible en cour.

Le prédateur

On ne saura jamais exactement ce qui s’est passé dans son bureau, mais une chose est certaine : le Montréalais de 59 ans est un prédateur.

En surface, tout semblait beau. Fils de médecin, ex-président de l’Association des psychologues et auteur d’un livre publié aux éditions Québecor, il se consacrait surtout aux victimes d’agression et de choc post-traumatique. Jusqu’en 2004, nul ne se doutait que ces gens très abîmés avaient souvent été utilisés pour assouvir ses fantasmes.

Avant Sophie, au moins cinq autres jeunes clientes ont été entraînées dans des jeux sexuels tordus. L’une d’elles lui donnait des orgasmes en le tenant en laisse, se vante Lesage dans l’un des messages dont il a inondé Sophie sur Facebook. Une

autre a formé un trio sexuel avec lui et sa compagne de l’époque – une chanteuse blonde qu’il a justement présentée à Sophie en clamant que cela lui « ferait une bonne amie »...

Outré, le conseil de discipline de l’Ordre des psychologues a radié le Montréalais de façon permanente en 2009. Les décisions qui le concernent et les transcriptions d’audition que nous avons obtenues parlent d’un « abuseur », « manifestement incapable de se contrôler » et « complètement teflon ».

Sans remords, Lesage « enrobe ses comportements par des présumées interventions thérapeutiques » et détruit des dossiers pour ne pas laisser de traces. Bref, c’est

C’est justement là, derrière une porte pleine de traces de doigt, au rez-de-chaussée d’un duplex de la rue Duluth, que tout bascule pour Sophie.

Marquée par une enfance dans 21 foyers d’accueil différents, elle est la proie idéale. À l’origine, elle consulte pour apprendre l’hypnose et le « magnétisme » comme armes, parce qu’elle se sent sans défense. Après son premier rendez-vous avec Lesage, elle pleure de joie, convaincue d’avoir enfin trouvé son sauveur.

Les choses se dégradent pourtant très vite. Devant ses questions, son prétendu thérapeute reste sourd. Chaque fois, il ramène ses propres fantasmes sur le tapis : sodomie, trios sexuels...

« Sophie a avalé huit cuillerées d’iboga. Ses jambes ont temporairement paralysé. »

un danger public, qui présente « un risque imminent de récurrence », a conclu le conseil de discipline.

Celui-ci ne croyait pas si bien dire. Jusqu’à ce que *La Presse* le débusque dans le cadre d’une enquête sur les gourous, l’automne dernier, François Lesage annonçait son centre de thérapie sur le web et y invitait les gens souffrant d’anxiété, de dépression, de panique ou d’épuisement professionnel.

Il conseille d’emblée à Sophie de publier une petite annonce pour trouver un homme qu’elle pourra pénétrer à sa guise. Il lui exhibe un gros pénis de plastique noir, fixé à une ceinture de cuir, et lui propose de lui donner des « conseils techniques ». Il lui envoie au moins six films pornographiques par MSN. Tous mettent en vedette son jouet fétiche, d’une longueur insensée. « Pénétrer un homme te

Un hypnologue malveillant peut aller

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Pour se disculper, François Lesage jure qu’il est absolument impossible de violer une personne en état d’hypnose. Plusieurs experts sont pourtant d’avis contraire.

On ne peut évidemment pousser n’importe qui à faire n’importe quoi, disent-ils. Mais dans certaines circonstances, un hypnologue malveillant peut aller très loin. C’est ainsi que certains ont déjà été condamnés pour agression sexuelle aux États-Unis et en Europe. « Certaines personnes sont extrêmement réceptives à l’hypnose, explique le Dr Amir Raz, professeur de psychiatrie à l’Université McGill et hypnothérapeute. En y mettant

assez de temps, en étant assez insistant, on peut les pousser à faire ce qu’elles ne feraient pas normalement. C’est encore plus vrai avec une personne désespérée, confuse et totalement dépendante. »

« En y mettant assez de temps, en étant assez insistant, on peut pousser certaines personnes à faire ce qu’elles ne feraient pas normalement. »

— Le Dr Amir Raz, professeur de psychiatrie à l’Université McGill et hypnothérapeute

En France, l’expert en psychiatrie criminelle Michel Bénézech abonde dans le même sens. Au fil de sa carrière, le professeur a vu une bonne dizaine d’hypnothérapeutes accusés d’agression sexuelle. « Chez les personnes en position d’infériorité psychologique, des suggestions répétées de type "vous me trouvez désirable" peuvent inhiber les défenses conscientes habituelles et la capacité critique, dit-il. On peut mettre la victime dans une espèce d’état de dépersonnalisation passagère, dans laquelle, sur le moment, elle ne peut s’opposer à la volonté du thérapeute. »

Même bien menée, l’hypnose génère toutefois des impressions floues, voire de faux souvenirs potentiellement

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

CONDUITE SEXUELLE



ILLUSTRATION GHASSENE JERANDI, LA PRESSE

donnerait confiance. [...] Je serai toujours propre », plaide-t-il par l’entremise de Facebook. « Tu es la déesse blessée qui va se guérir en relation avec... moi... en thérapie. »

Dès leurs premières rencontres, il prépare le terrain, estime Sophie. « Il me faisait écouter ses suggestions, et quand j’ouvrais les yeux, je commençais à le trouver sexy, relate-t-elle. Je me disais: voyons donc, il n’est même pas beau... »

Une drogue mortelle

Après l’agression dont elle dit avoir été victime, Sophie s’éloigne. Mais Lesage n’abandonne pas si facilement. À la fin du mois de septembre 2011, soit deux semaines après leur dernière séance, il cogne à sa porte avec sa compagne. Le couple veut que Sophie rencontre un chaman fournisseur d’iboga – une racine africaine qui peut provoquer des hallucinations pendant une journée et une nuit entières. Tiraillée entre la peur et l’espoir, Sophie accepte finalement de les suivre au bord du lac Massawippi, dans les Cantons-de-l’Est.

Depuis l’été, Lesage lui jurait que cette prétendue thérapie miracle effacerait des années de souffrance. Sans lui révéler que l’iboga – illégale aux États-Unis et en France – cause parfois la mort (soit 1 fois sur 300 expériences, d’après le site web www.ibogaine.co.uk). À forte dose, certains usagers se noient dans leurs vomissures, d’autres subissent un arrêt

cardio-respiratoire. Au chalet, Sophie avale huit cuillerées d’iboga et ses jambes paralysent. « [Le chaman] n’a jamais vu quelqu’un qui se maintienne à un niveau conscient après une aussi forte dose », lui écrit ensuite Lesage sur Facebook.

Sur le coup, il semblait prêt à tout pour la faire délirer. « Il me disait que j’avais été violée par quelqu’un d’autre, que je devais m’en souvenir, raconte Sophie. Je lui ai fait croire que tout était effacé, que j’irais le revoir pour qu’il me laisse partir. »

« Ça faisait deux jours qu’il refusait de me reconduire au terminus d’autobus. »

Peu après, Lesage ose néanmoins écrire: « Il faudrait que tu continues ta thérapie pour comprendre ce qui t’arrive. Ta colère est remontée du passé, mais actuellement, tu la vis sur moi. »

Chambreuses en fuite

Aujourd’hui, François Lesage tente de produire des disques et de tourner des vidéoclips. Il loue par ailleurs des chambres à des jeunes, à l’étage de son duplex. Là aussi, ses obsessions ont fait des ravages. Une jeune Marocaine a déménagé subitement. Lesage affirme qu’il l’a seulement invitée dans son lit – pour rire.

Une autre ex-chambreuse raconte qu’il lui a montré des photos de lui, nu. Il l’a ensuite harcelée pendant des semaines, dit la jeune femme de 25 ans, à laquelle il a, encore une fois, étalé ses fantasmes et vanté l’iboga. « Il prenait sa voix roucoulante. À la fin,

je ne sortais plus de la chambre, j’avais peur », dit-elle.

Lesage affirme maintenant que c’est l’iboga qui l’a désinhibé. Lors de sa radiation de 2009, il a plutôt attribué ses dérapages à ses ruptures amoureuses et à ses démêlés avec le fisc. À l’époque, il a juré qu’il avait abandonné ses vieilles méthodes, allant jusqu’à dire: « J’aurais mieux aimé mourir que de faire ce que j’ai fait. »

Ses remords auront été de courte durée. Il vient de perdre son emploi de concierge dans une commission scolaire. Une enseignante « a capoté », dit-il, parce qu’il lui a parlé d’orgasme.

« Quand on est séducteur et qu’on a 20 ans, ça passe. Quand on est plus âgé, il faut faire attention », conclut-il.

Pour Sophie, on est loin, très loin, de la séduction. « Ça fait un an et demi que je l’ai vu et on dirait que ça fait 24 heures. Je me demande si quelqu’un parviendra à l’arrêter un jour. »

*** Pour protéger son identité, nous avons changé son prénom.**

Pour joindre notre journaliste: mcm@lapresse.ca

Série

Demain

Quand les psychologues fautifs enseignent à l’université

loin...

problématiques, ce qui nuit aux victimes lorsqu’elles veulent témoigner en cour. Certains hypnotérapeutes ont néanmoins été condamnés à des peines de prison. Au Connecticut, Michael Johnstone filmait ses clientes à leur insu pendant qu’il utilisait l’hypnose pour obtenir des faveurs sexuelles. Dans le Maine, Aaron Patton devait hypnotiser une adolescente pour qu’elle cesse de se ronger les ongles, mais profitait plutôt de leurs séances pour l’aider à se sentir « plus à l’aise » à l’égard des agressions qu’il commettait.

Arrêté pour viols en série, l’hypnotologue vénézuélien Bríceno Cano utilisait en prime un sédatif provoquant des pertes de connaissance.

Notre vidéo



IMAGE TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA PRESSE

Le psy interrogé

Nous avons questionné le psychologue François Lesage sur les constats troublants de notre enquête: lapresse.ca/psy

Cinq autres victimes

Avant d’être radié de l’Ordre des psychologues, François Lesage a fait au moins cinq victimes entre 2003 et 2008. Comme Sophie, toutes étaient jeunes, dans la vingtaine ou la trentaine. Comme Sophie, plusieurs avaient des problèmes sérieux – deux femmes souffraient même de choc post-traumatique. Et comme Sophie, elles ont généralement été « incitées à agir comme il le souhaitait sur le plan sexuel », peut-on lire dans une des trois décisions du conseil de discipline.

Lesage a profité d’exercices de relaxation ou de respiration pour toucher deux clientes contre leur gré et se faire téter les seins. Il en a hypnotisé une autre à quatre reprises sans l’en aviser. Et il a eu plusieurs relations sexuelles avec deux autres clientes (parfois en compagnie de sa conjointe, celle-là même qu’il a droguée à son chalet en même temps que Sophie). L’une des clientes le tenait en laisse.

Avec ces femmes, il était déjà question de pénétration anale. Chaque fois, il a affirmé agir pour les guérir, ou par amour.

Lorsque la première victime a dénoncé Lesage, en 2004, le conseil de discipline croyait qu’il représentait un risque de récidive peu probable et lui a ainsi imposé 1600 \$ d’amende et un stage de supervision d’un an. Les quatre autres plaintes ont été traitées en même temps, cinq ans plus tard, et ont mené à sa radiation permanente.

— Marie-Claude Malboeuf

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 6	Loteries	A 11
Astrologie du jour	AFFAIRES 12	Monde	A12 et A13
Bourses	AFFAIRES 10	Petites annonces	AFFAIRES 11
Débats	A14 et A15	Sudoku	AFFAIRES 4
Décès	AFFAIRES 12		
Horaire télévision	ARTS 4		

Météo
Nuageux avec quelques flocons cessant en matinée, maximum 3, minimum -1. AFFAIRES 11

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

ACTUALITÉS

« Manque de transparence » dénoncé

Les employés du CUSM critiquent la gestion de la crise budgétaire

DAPHNÉ CAMERON

Les employés du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) accusent la direction de l'hôpital de «manquer de transparence» dans sa gestion de la crise budgétaire qui secoue l'établissement depuis le mois de décembre. Des médecins, des représentants syndicaux et des employés ont vertement critiqué, hier, le peu d'information qui a filtré sur l'élaboration du plan de compressions de 50 millions qui devra être déposé au gouvernement le 15 mars – sans quoi l'établissement pourrait être placé en tutelle.

Environ 300 personnes ont assisté à une séance du conseil d'administration de l'hôpital, hier soir, afin d'exprimer leur mécontentement. Une «déclaration commune» appuyée par les trois syndicats de l'hôpital y a été déposée.

«Depuis l'entrée en fonction du présent conseil d'administration, le CUSM a rencontré de nombreuses crises qui ont toutes été niées, minimisées, inexpliquées ou carrément ignorées», peut-on y lire. «Nous vous demandons donc de mettre immédiatement en place un processus de budgétisation ouvert et transparent.»

La direction du CUSM est actuellement sur la sellette: elle doit retrancher 50 millions



Des employés du CUSM s'étaient déjà rassemblés le mois dernier devant l'hôpital Général de Montréal afin de dénoncer les coupes budgétaires de l'établissement.

dans ses dépenses d'ici 10 jours afin d'éviter d'enregistrer l'an prochain un déficit de 115 millions, le pire de l'histoire de tous les hôpitaux du Québec. Or, seulement 28 millions ont été ciblés jusqu'à présent.

Cette demande du gouvernement suit le dépôt du rapport Baron, en décembre. L'exercice de vérification a notamment levé le voile sur une augmentation injustifiable des heures rémunérées par rapport à la

quantité de soins prodigués. Depuis, le CUSM a été placé en quasi-tutelle avec la nomination d'un accompagnateur spécial, envoyé par le gouvernement pour aider l'institution à assainir sa gouvernance.

Présentée aux syndicats

Une partie du plan de compressions a été présentée au compte-gouttes aux trois syndicats qui représentent les employés.

«Il est possible de faire des économies sans endommager de façon irrémédiable la mission de l'hôpital dans son rôle de pourvoyeur de soins aux malades. Pour ce faire, il est essentiel que tous les intervenants participent à l'élaboration d'un exercice budgétaire bien planifié et structuré. Cela est aux antipodes de l'approche privilégiée par le présent conseil qui ignore la communication et la consultation», ajoute la déclaration.

LE SORT DE L'HÔPITAL DE LACHINE BIENTÔT FIXÉ

Le sort de l'hôpital de Lachine, que le ministre de la Santé Réjean Hébert voulait retirer du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) pour en confier la gestion au CSSS Dorval-Lachine, sera bientôt fixé. Le grand patron du CUSM, Normand Rinfret, a déclaré hier soir qu'il s'attendait à recevoir le verdict du gouvernement sur la question cette semaine. En janvier, l'agence de la santé et des services sociaux a demandé au D^r Richard Lemieux de déposer une série de recommandations sur l'avenir de l'hôpital et sur les services de santé qui devraient y être offerts. Sa nomination a fait suite à une véritable levée de boucliers de la part des élus de l'ouest de l'île et des médecins de l'hôpital, qui veulent à tout prix éviter que la gestion de l'hôpital ne retombe entre les mains du CSSS – un scénario qui s'est avéré «cauchemardesque» au milieu des années 2000, affirment-ils. À l'époque, les urgences et les soins intensifs avaient été fermés. On craint aujourd'hui que l'hôpital ne devienne une simple clinique ambulatoire. Près de 10 000 citoyens ont d'ailleurs signé une pétition pour que l'hôpital de Lachine reste au sein du CUSM.

Réouverture de l'église Très-Saint-Nom-de-Jésus Bonheur et bémols

La réouverture probable de l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus est une très bonne nouvelle, estiment Héritage Montréal et Héritage Canada. Les deux organismes de défense du patrimoine attendront cependant un peu avant de retirer l'église de leur liste des 10 bâtiments les plus menacés. «C'est très encourageant, mais on sera plus

rassurés quand des actions concrètes auront été prises, souligne Carolyn Quinn, directrice des communications chez Héritage Canada. On a hâte que le diocèse de Montréal nous dise comment ils vont implanter cette décision.» Dinu Bumbaru, directeur des politiques chez Héritage Montréal, parle pour sa part d'une «évolution spectaculaire» dans

le dossier. L'archevêché a longtemps envisagé de démolir le bâtiment et songeait encore, l'automne dernier, à se départir du grand orgue Casavant qui faisait sa réputation. Selon M. Bumbaru, cette décision ne doit cependant pas faire oublier que d'autres églises du Québec sont toujours en danger. Sauver un temple est une chose, mais sauver

tout un patrimoine en est une autre. «Il faut avoir une vision d'ensemble sur cette problématique», souligne-t-il. Rappelons que l'archevêché de Montréal a affirmé hier qu'il voulait restaurer l'église du Très-Saint-Nom-de-Jésus, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, afin de lui rendre sa vocation originale.

— Jean-Christophe Laurence



La magie opère lorsque vous dites à un jeune qu'il est important : il vous croit.

Environ 40 000 étudiants du secondaire abandonnent leurs études chaque année. Les Clubs Garçons et Filles du Canada s'engagent à renverser cette situation inquiétante en offrant un endroit sécuritaire et accueillant où les jeunes peuvent gagner de l'assurance et acquérir des compétences. Ils offrent différents programmes, comme *Visez la haute note Rogers*^{MC} pour aider les jeunes à réussir à l'école. Le Club est un endroit auquel les jeunes peuvent se raccrocher pour éviter de décrocher.

Fonds pour la jeunesse de **ROGERS**^{MC} est fier d'appuyer



Clubs Garçons et Filles du Canada

Avec l'éducation, tout est possible.^{MC}

fondspourlajeunessederogers.com

APPRENDRE GUIDER FORMER APPRENDRE APPRENDRE FORMER GUIDER FORMER APPRENDRE
CRÉER RÉVER CRÉER RÉVER CRÉER RÉVER CRÉER RÉVER CRÉER RÉVER
revoir revoir revoir revoir revoir revoir revoir revoir revoir revoir



DONS AU PARTI CONSERVATEUR

Porter a enfreint les règles d'éthique du Conseil privé

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Arthur Porter a enfreint un guide d'éthique remis aux membres du Conseil privé de la reine lorsqu'il a versé des dons au Parti conservateur pendant qu'il siégeait au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS).

M. Porter, visé par un mandat d'arrêt de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), a siégé à ce comité de cinq personnes chargé de superviser les activités du Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS) de 2008 à 2011. À ce titre, il a eu accès à des documents hautement confidentiels.

Afin de pouvoir occuper ce poste de haute confiance, M. Porter a dû être nommé à un autre club sélect par le premier ministre Stephen Harper : le Conseil privé de la reine. Seuls les membres « honorables » de ce groupe peuvent siéger au CSARS.

Guide de conduite

Le CSARS ne prévoit aucun code de conduite régissant les activités politiques de ses membres. L'organisme a cependant dirigé *La Presse* vers un document, en ligne sur le site web du premier ministre, intitulé *Pour un gouvernement responsable*.

Ce guide propose des lignes directrices aux titulaires de charge publique, et les invite à bien réfléchir avant de s'adonner



Le Dr Arthur Porter, ex-directeur de l'Hôpital général de Montréal, et le premier ministre Stephen Harper photographiés en 2006, lors de l'annonce d'un investissement fédéral pour la lutte contre le cancer.

à des activités qui pourraient jeter un doute sur leur impartialité. On les met explicitement en garde contre les dons politiques.

« Un titulaire de charge publique a l'obligation absolue de prendre en considération les présentes lignes directrices avant de s'adonner à une activité politique et, dans le doute, de s'en abstenir », peut-on lire dans le document.

Or, l'ancien administrateur du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) a versé 3300 \$ au Parti conservateur entre 2008 et 2011. Les deux premiers dons, qui atteignent 1100 \$, sont survenus les 11 et 15 août 2008, un peu plus de deux semaines avant sa nomination au CSARS.

Le porte-parole du premier ministre Harper, Carl Vallée,

a indiqué qu'il n'y a aucun lien entre les dons politiques de M. Porter et sa nomination.

« Absolument pas, a indiqué M. Vallée. M. Porter était un membre respecté de sa communauté à l'époque et aucune des allégations qui font surface présentement n'était connue. »

M. Porter a démissionné du CSARS en 2011, après qu'un article du *National Post* a révélé

sa fonction jusqu'alors inconnue d'ambassadeur plénipotentiaire de la Sierra Leone au Canada et ses liens d'affaires à l'étranger.

Avec quatre autres personnes, il est maintenant visé par un mandat d'arrêt de l'UPAC relativement à des tractations illégales entre SNC-Lavalin et le CUSM.

En entrevue avec *La Presse* à sa résidence de Nassau, aux Bahamas, Arthur Porter a défendu sa gestion du CUSM. Il a aussi indiqué que l'importance stratégique de son poste au CSARS a été exagérée.

« Il n'y a aucun lien entre les dons politiques de M. Porter et sa nomination. Il était un membre respecté de sa communauté et aucune des allégations qui font surface présentement n'était connue. »

— Carl Vallée, porte-parole de Stephen Harper

Ses propos n'ont guère ému les leaders de l'opposition, hier. « Ce qui me préoccupe avec M. Porter, a dit le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, c'est de savoir comment quelqu'un avec son passé aussi trouble peut être nommé responsable des services de renseignement d'un pays du G8. »

Le chef libéral Bob Rae a accusé le gouvernement Harper d'avoir « changé les standards » pour nommer M. Porter au CSARS.

Le chef du Bloc québécois, Daniel Paillé, a rappelé que son parti a été le seul à s'opposer à la nomination, en 2008, justement à cause des antécédents du Dr Porter.

— Avec la collaboration de Joël-Denis Bellavance

« Le CUSM n'est pas l'affaire d'un seul homme »

Le grand hôpital aurait vu le jour sans Arthur Porter, juge l'ex-ministre de la Santé Yves Bolduc

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) « n'est pas l'affaire d'un homme ». Le grand hôpital aurait vu le jour même sans le Dr Arthur Porter, estime l'ex-ministre de la Santé Yves Bolduc.

Joint hier, le Dr Bolduc relève que le médecin en cavale aux Bahamas ne parle jamais de lui. « Dans ses amis, M. Porter ne parle jamais de moi... C'est bien, ça! », dit-il, ironique. Rappelons que son prédécesseur Philippe Couillard doit quotidiennement expliquer ses relations

passées avec l'ancien patron du CUSM, visé par des accusations de fraude.

M. Bolduc a été surpris par la présumée déclaration d'un acteur important du gouvernement Charest — que n'a pas nommé M. Porter —, qui aurait dit à ce dernier que le CUSM n'aurait pas vu le jour sans lui. « Selon moi, le CUSM aurait eu lieu quand même, ce n'est pas l'affaire d'un homme », a dit sans détour M. Bolduc. Il a insisté: ni lui ni Jean Charest ne sont la source de cette fanfaronnade.

M. Bolduc a vu Philippe Couillard et Arthur Porter côte à côte à une seule occasion, lors d'une réception

pour souligner le départ du patron du CUSM. « Comme ministre, c'est certain qu'il avait des contacts avec M. Porter. Je ne savais pas qu'ils se voyaient à l'extérieur. Je ne suis pas sûr que Philippe soit si ami que ça avec Porter », a résumé M. Bolduc, qui appuie Philippe Couillard dans la course à la direction du Parti libéral.

« Bonne connaissance »

Du côté de M. Couillard, on souligne que l'expression « ami inconditionnel » utilisée par Arthur Porter pour qualifier sa relation avec lui est « exagérée ».

« M. Couillard n'a jamais dit qu'il ne connaissait pas M. Porter. C'est une bonne connaissance. Il l'a fréquenté socialement, comme plusieurs personnes dans plusieurs milieux », a souligné Harold Fortin, porte-parole de la campagne Couillard.

Dans une entrevue publiée hier par *La Presse*, l'ancien patron du CUSM a affirmé qu'il était très proche de l'ex-ministre. « C'est toujours décevant, quelqu'un qui est considéré comme un ami inconditionnel qui se distancie. [...] Dans la position où je suis, c'est très intéressant de voir qui sont les vrais amis »,

a soutenu M. Porter, joint aux Bahamas.

M. Porter a affirmé que le politicien dont il a été le plus proche est M. Couillard, qu'il a rencontré dans le cadre de ses fonctions.

Les deux hommes ont siégé ensemble au Comité de surveillance des activités de renseignement, ils se sont engagés dans la société minière Canadian Royalties et ont fondé une boîte de consultants, qui n'a jamais reçu de mandats. Depuis le début de la campagne à la succession de Jean Charest, M. Couillard a pris ses distances du controversé médecin.

ARRÊT ET REDÉMARRAGE AUTOMATIQUE DU MOTEUR

ET LE COEUR S'ARRÊTE

Un moteur qui s'éteint au feu rouge par souci d'efficacité énergétique, une conduite chargée d'adrénaline et surtout, une offre à couper le souffle. BMW parle à votre cœur en s'adressant à votre tête.

L'ÉVÉNEMENT PLAISIR PRINTANIER			
328i xDrive – 2013	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX DE FINANCEMENT ET À LA LOCATION
	40 602 \$**	448 \$*	
X328i xDrive – 2013	PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	1,9 %*
	45 162 \$**	528 \$*	

Entretien régulier sans frais. – 4 ans ou 80 000 km[†]

JUSQU'AU 1^{ER} AVRIL.

Concessionnaires BMW de Montréal

bmwmontreal.ca



Le plaisir de conduire.™

BMW 328i xDrive/ X3 28i 2012 illustrés.

ESSAYEZ-LES! 1-855-BMW-6782 testbmw.ca

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèles européens montrés. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 40 602 \$/45 162 \$, ce qui inclut le PDSF (39 990 \$/42 450 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (2 095 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux de financement et à la location offerts par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW 328i xDrive 2013/BMW X3 xDrive 28i 2013. Par exemple, pour 40 000 \$, à un taux de financement de 1,9 % sur 48 versements mensuels égaux de 866 \$, le coût d'emprunt est de 1 570,89 \$ et l'obligation totale est de 41 170,89 \$ (taxes en sus). *Offre à la location: 39 990 \$/42 450 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 1,9 %, avec un acompte de 300 \$/0 \$, pour des mensualités de 448 \$/528 \$. Un montant de 3 969 \$/3 833 \$ est exigé à la signature du contrat de location, ce qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 20 395 \$/19 527 \$. L'obligation locative totale est de 24 580,73 \$/27 979,29 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 1^{er} avril 2013. †Les véhicules BMW 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. ©2013 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Transaction majeure dans le secteur des télécommunications

Première étape franchie et cure minceur pour Bell-Astral

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Bell-Astral a suivi un régime minceur pour obtenir hier l'approbation du Bureau de la concurrence. Une cure qui ne devrait toutefois pas l'empêcher de concurrencer Québecor au petit écran québécois, l'un des objectifs avoués de Bell dans cette transaction qui doit maintenant obtenir une dernière approbation, celle du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Selon le projet de transaction dévoilé hier, Bell n'achètera finalement que 12 des 25 chaînes de télé d'Astral. L'entreprise vend sept chaînes de télé détenues en copropriété et deux stations de radio à Corus pour 400 millions de dollars. Bell mettra aussi aux enchères six chaînes de télé, dont MusiquePlus, Musimax et Disney Junior. Dans le premier projet de transaction rejeté par le CRTC pour des motifs anticoncurrentiels, Bell gardait les 25 chaînes de télé d'Astral.

Même si Bell a accepté de vendre certaines chaînes de télé d'Astral, il a pris soin de garder dans son giron les plus rentables, comme Super Écran et The Movie Network, ainsi que la plupart des chaînes francophones qui lui permettront de concurrencer Québecor. Si la transaction est approuvée, les parts de marché de Bell au petit écran francophone passeront de 8,3 % à 23,0 % (Québecor mène avec 30,5 %). « C'était un vide très important à combler. Avec cette transaction, nous atteignons nos objectifs stratégiques et la télé québécoise va



Après le Bureau de la concurrence, c'est au tour du CRTC d'examiner Bell-Astral, prise deux. Sur la photo, George Cope, président et chef de la direction de BCE, et Ian Greenberg, président et chef de la direction d'Astral.

devenir plus concurrentielle, avec Bell-Astral, mais aussi avec l'entrée de Corus », a dit Mirko Bibic, chef des affaires

Même si Bell a accepté de vendre certaines chaînes de télé d'Astral, il a pris soin de garder dans son giron les plus rentables, comme Super Écran et The Movie Network.

réglementaires de Bell, en entrevue à La Presse. Il y a un an, Bell a offert 3,4 milliards (une prime de 38 % pour les actionnaires)

pour acheter Astral. Après avoir vu sa première transaction annulée par le CRTC en octobre pour des motifs anticoncurrentiels, Bell et Astral ont présenté le mois suivant une nouvelle transaction au CRTC et au Bureau de la concurrence, qui doivent tous deux l'approuver. Les détails de cette nouvelle transaction ont été révélés hier après que le Bureau de la concurrence a donné son accord à la transaction, tout en imposant des restrictions à Bell-Astral dans ses conditions pour offrir Super Écran et The Movie Network.

Selon le scénario approuvé par le Bureau de la concurrence, Bell gardera environ 70 % des profits d'Astral et réduira de son

LA TRANSACTION

LES ACTIFS D'ASTRAL QUE BELL CONSERVE

12 chaînes de télé :
Super Écran, Cinépop, Canal Vie, Canal D, VRAK.TV, Ztélé, The Movie Network, HBO Canada, TMN Encore, Viewer's Choice, 2 chaînes communautaires en Colombie-Britannique.

74 stations locales de radio
(dont les réseaux NRJ, Rouge FM et Boom FM au Québec)

LES ACTIFS D'ASTRAL QUE BELL VEND...

... à Corus pour 400 millions : 7 chaînes de télé en copropriété (TELETOON, TELETOON Retro, Cartoon Network, Historia, Séries+, TÉLÉTOON, TÉLÉTOON Rétro) et 2 stations locales de radio à Ottawa

... aux enchères : 6 chaînes de télé (Family, Disney XD, Disney Junior (anglais et français), Musimax, MusiquePlus) et 8 stations locales de radio au Canada anglais

prix d'achat les 400 millions offerts par Corus ainsi que la somme récoltée aux enchères. Comme dans le premier projet de transaction, Bell a convenu de se départir de 10 stations locales de radio (2 à Corus, 8 aux enchères) pour respecter les règles de propriété commune du CRTC. Bell a actuellement 32 stations locales et Astral en a 84, dont les réseaux NRJ et Rouge FM.

Après le Bureau de la concurrence, c'est au tour du CRTC d'examiner Bell-Astral, prise deux. Pour approuver une transaction, le CRTC s'interroge à partir de 35 % des parts de marché à la télé et ne se laisse normalement pas convaincre lorsqu'on dépasse 45 %. Bell-Astral, prise deux détiendra 23,0 % des parts de marché en français et 35,7 % en anglais, comparativement à 33,1 % en

français et 42,7 % en anglais pour Bell-Astral, prise un.

En plus des questions concurrentielles, le CRTC étudie l'intérêt de la transaction en matière de production locale et de contenu canadien. Les propositions de Bell-Astral au CRTC ainsi que les dates des audiences publiques (normalement au début du mois de mai) doivent être dévoilées cette semaine. Contrairement au processus confidentiel du Bureau de la concurrence, le CRTC organise des audiences publiques. Celles sur Bell-Astral, prise un avaient été mouvementées : plusieurs entreprises, dont Québecor et Cogeco, ainsi que des groupes de consommateurs s'étaient fermement opposés à la transaction. Québecor et Cogeco n'ont pas commenté hier le nouveau projet de transaction Bell-Astral.

Ensemble

Nous livrons la marchandise

Innovation en matière de chaîne d'approvisionnement



www.cn.ca

Relation du sénateur Boisvenu avec son adjointe

Les autorités du Sénat étaient au courant

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les autorités du Sénat ont été avisées, il y a plusieurs mois, que le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu contrevenait aux règles d’embauche de la Chambre haute en entamant une relation amoureuse avec son adjointe.

La whip du gouvernement au Sénat, la sénatrice conservatrice Beth Marshall, a été informée de cette situation délicate il y a un an, mais cela n’a pas empêché M. Boisvenu de continuer cette relation avec Isabelle Lapointe, selon des informations obtenues par *La Presse*.

M^{me} Marshall, ancienne vérificatrice générale de Terre-Neuve, n’a pas répondu à nos courriels et à nos appels, hier. En privé, des stratèges conservateurs ont exprimé leur malaise relativement au comportement du sénateur Boisvenu, qui est la figure de proue du gouvernement Harper au Québec sur la question de la loi et de l’ordre.

Pour sa part, la leader du gouvernement Harper au Sénat, la sénatrice Marjory LeBreton, a refusé de préciser quand elle a été mise au courant de cette situation. Mais dans un courriel envoyé à *La Presse*, elle a déclaré: «Les politiques du Sénat en matière d’embauche sont très claires. Nous nous attendons à ce que tous les sénateurs respectent ces politiques.» Celles-ci stipulent entre autres que



Le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu s’est séparé de sa femme en février 2012.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

les embauches doivent «être exemptes de tout favoritisme personnel ou familial».

Cette règle s’applique même si un couple se forme après l’embauche. Dans les années 90, l’ancien député

bloquiste Gilles Rocheleau avait été contraint de remercier une employée de son bureau parlementaire après s’être marié avec elle, car cela était contraire aux règles d’embauche.

Voyages en commun

Selon nos informations, M. Boisvenu et M^{me} Lapointe ont profité des congés parlementaires du Sénat pour faire quelques voyages ensemble, notamment aux États-Unis.

M^{me} Lapointe a aussi accompagné M. Boisvenu quand ce dernier s’est rendu à Toronto, en mars 2012, pour annoncer une nouvelle mesure pour lutter contre la criminalité en compagnie du ministre de la Justice, Rob Nicholson. Le ministère de la Justice a payé leurs frais de déplacement de 1312,28\$.

Vie personnelle

M. Boisvenu a refusé de commenter la situation, hier. La semaine dernière, il a affirmé à *La Presse*: «Ce qui regarde ma vie personnelle ne regarde que moi-même. J’espère que l’on va respecter cela.»

M. Boisvenu est aussi sur la sellette pour avoir réclamé plus de 20 000\$ en allocation de logement même s’il vit en permanence dans la région de la capitale nationale depuis février 2012.

Le sénateur conservateur continue en effet de déclarer aux autorités du Sénat que son appartement de Sherbrooke est sa résidence principale, même s’il n’y met les pieds qu’une ou deux fois par mois.

M. Boisvenu s’est séparé de sa femme, Diane Carlos, en février 2012, mais le couple n’a pas encore conclu un accord de séparation des biens. M^{me} Carlos habite en permanence l’appartement du couple.

PÉTITION Le NPD veut forcer Claude Patry à démissionner

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Nouveau Parti démocratique (NPD) invite les électeurs de la circonscription de Jonquière-Alma à signer une pétition pour forcer le député transfuge Claude Patry à démissionner.

Élu grâce à la vague orange aux élections fédérales du 2 mai 2011, M. Patry a claqué la porte du NPD jeudi dernier pour se joindre au Bloc québécois. Son geste a provoqué une certaine commotion dans les rangs néo-démocrates et donné des munitions aux ministres conservateurs qui accusent le NPD d’être un nid de «séparatistes».

Samedi, le NPD a riposté en s’offrant une pleine page de publicité dans *Le Quotidien* de Saguenay.

«Le 2 mai 2011, vous avez fait votre choix. Jeudi, M. Patry a fait le sien», peut-on lire en gros caractères orange.

«Lors de la dernière élection fédérale, plus de 22 000 personnes ont voté pour Jack Layton et l’équipe néo-démocrate dans Jonquière-Alma. Jeudi dernier, en choisissant de changer de camp, Claude Patry a laissé tomber ses électeurs. Claude Patry a trompé votre confiance. Exigez sa démission maintenant», affirme-t-on également dans cette publicité payée par le NPD Québec (npd.ca/patry).

En contradiction

Interrogé à ce sujet, hier, le chef du NPD, Thomas Mulcair, a soutenu que le geste de M. Patry est d’autant plus inacceptable qu’il a voté l’an dernier en faveur d’un projet de loi du NPD obligeant les transfuges politiques à démissionner et à obtenir l’accord des électeurs à l’occasion d’une élection partielle.

«En changeant de parti politique, M. Patry a brisé la règle qu’il a lui-même établie. [...] J’ai hâte de savoir s’il va avoir le courage de ses soi-disant convictions. Il est censé démissionner. [...] Je suis déçu de son comportement, bien entendu. Je ne le laisserai pas oublier aussitôt ce qu’il a dit il y a un an et je vais continuer à le lui rappeler, et tous mes collègues vont le faire aussi», a-t-il dit.

SUBARU

Confiance et évolution

TRIBECA

LEGACY

BRZ

WRX/STI

IMPREZA

OUTBACK

XV CROSSTREK

FORESTER

Recevoir la mention «meilleur choix sécurité» de l’IIHS, ça en dit long sur un véhicule. Recevoir cette même mention sur toute la gamme ça en dit beaucoup sur le constructeur.

La sécurité est une de nos valeurs fondamentales et elle fait partie intégrante de chaque modèle/véhicule que nous créons. En fait, si un modèle ne répondait pas à nos exigences de sécurité, nous n’oserions jamais vous le vendre. Voilà pourquoi nous sommes le seul constructeur automobile à recevoir, depuis quatre ans, la mention du «meilleur choix sécurité[†]» de l’IIHS et que nos modèles Legacy et Outback 2013 ont obtenu la cote «meilleur choix sécurité +» de l’IIHS. Vous pouvez donc avoir confiance en votre véhicule, sur route... et hors-piste.

subaru.ca

2013 IIHS TOP SAFETY PICK

SEUL MANUFACTURIER MEILLEUR CHOIX - TOUTE LA GAMME

4 ANNÉES CONSÉCUTIVES

† La cote « Bien » constitue la meilleure cote possible aux cinq tests de collision (frontale à chevauchement modéré, frontale à chevauchement faible, latérale, arrière et de capotage) réalisés par l’Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Pour mériter la mention « Meilleur choix sécurité+ 2013 », un véhicule doit obtenir la cote « Bien » à au moins quatre tests et une cote « Bien » ou « Acceptable » au cinquième test.

ACTUALITÉS

Propos sur la pornographie juvénile

Flanagan voulait débattre de la prison obligatoire

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Tom Flanagan, ancien proche collaborateur de Stephen Harper qui a soulevé la controverse la semaine dernière avec ses propos sur la pornographie infantile, a tenté de préciser sa pensée, hier.

Dans une longue lettre publiée par le *National Post*, M. Flanagan affirme qu'il a voulu soulever le débat sur l'emprisonnement obligatoire de personnes qui consomment du matériel de pornographie infantile, mais qui n'en produisent pas ou n'en distribuent pas elles-mêmes.

«Est-ce que nous continuons à envoyer plus de gens en prison, où la consultation et la thérapie sont une denrée rare, ou devrions-nous chercher une autre approche?», a-t-il demandé.

«Je pense que la question vaut la peine d'être posée», a-t-il ajouté. Il a aussi insisté sur l'importance pour les professeurs, comme lui, d'avoir la liberté de poser des questions controversées pour soulever des débats intellectuels. Il s'est par ailleurs de nouveau excusé auprès des victimes.

Dans une conférence à l'Université de Lethbridge, en Alberta, la semaine dernière, M. Flanagan a déclaré: «J'ai des doutes importants quant à mettre des gens en prison

en raison de leurs goûts en matière de photos.»

«C'est un véritable enjeu de liberté individuelle, a-t-il ajouté. Nous mettons des gens en prison pour avoir fait quelque chose qui ne cause pas de mal à une autre personne.»

Le gouvernement Harper fait de telles peines d'emprisonnement minimales l'un de ses principaux chevaux de bataille.

«Est-ce que nous continuons à envoyer plus de gens en prison, où la consultation et la thérapie sont une denrée rare, ou devrions-nous chercher une autre approche?» — Tom Flanagan

Une vidéo de l'événement a été enregistrée et la controverse a éclaté dans les heures qui ont suivi sa diffusion sur l'internet. Son employeur, l'Université de Calgary, s'est distancié de ses propos et a annoncé sa retraite dans quelques mois. Le bureau du premier ministre Harper a qualifié sa déclaration de répugnante. CBC, où il collaborait, a coupé ses liens avec lui, de même que le Wildrose Party de l'Alberta.

L'OR QUI DORT, C'EST NOTRE AFFAIRE



Sécuritaire et concurrentiel, notre service d'échange d'or, d'argent et de platine vous permet d'échanger vos métaux précieux contre de l'argent comptant le jour même. Prenez rendez-vous dès aujourd'hui.

L'acheteur de métaux précieux de Birks sera disponible aux dates suivantes :

LE 5 MARS (10 H À 19 H)
FAIRVIEW POINTE CLAIRE • 514.697.5180

LE 7 (10 H À 19 H) ET 8 (10 H À 17 H) MARS
PROMENADES SAINT-BRUNO • 450.461.0011

LE 11 ET 12 MARS (10 H À 19 H)
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

Présentez cette annonce et le montant accordé pour vos articles sera majoré de 25 \$.

BIRKS

BIRKSECHANGEDOR.COM

VOLS DE MÉTAUX

Vidéotron perd des millions

HUGO MEUNIER

Vidéotron déplore des pertes de plusieurs millions de dollars chaque année à cause des vols de métaux et exhorte les autorités à prendre les choses en main.

Interpellé par la publication, hier, de notre reportage sur la recrudescence des vols de métaux, le géant des télécommunications a décidé de sonner l'alarme. «Il y a définitivement une recrudescence des vols à cause de la valeur du prix du cuivre [3\$ la livre]. Il s'agit d'une grave problématique, qui affecte sans doute tous les gros réseaux», affirme Isabelle Dessureault, vice-présidente des affaires corporatives chez Vidéotron. Elle chiffre à «plusieurs millions de dollars» les pertes annuelles attribuables à ces larcins.

Les voleurs ciblent, parfois au péril de leur vie, le cuivre des pylônes électriques ou des postes de transformation et de distribution d'Hydro-Québec. Seulement à la société d'État, la valeur des vols de métaux s'élève à près de 15 millions de dollars depuis 2009.

Comme les câbles de Vidéotron sont souvent situés au même endroit que ceux d'Hydro-Québec, les malfaiteurs s'y attaquent sans distinction, même si ceux du télédistributeur ne renferment en fait que de la fibre optique.

Mais de simples câbles sectionnés peuvent entraîner des dégâts considérables. Des milliers d'abonnés de Vidéotron de la région de Sherbrooke l'ont appris à leurs dépens, en décembre dernier. «Une grosse gaine de fibre optique



PHOTO NANA BUXANI, ARCHIVES BLOOMBERG

Les voleurs ciblent, parfois au péril de leur vie, le cuivre des pylônes électriques ou des postes de transformation et de distribution d'Hydro-Québec, souvent situés au même endroit que ceux de Vidéotron.

sectionnée a causé une panne de réseau de 18 heures. Ça a eu un gros impact, les télécommunications sont devenues un service pratiquement essentiel», souligne M^{me} Dessureault.

Récompense

Vidéotron, qui alimente 1,8 million de foyers et 200 000 entreprises, offre une récompense à quiconque fournit de l'information pouvant les aider à mettre la main au collet des responsables de cette panne.

L'entreprise appuie le maire d'Anjou, Luis Miranda, qui a adopté en 2011 une résolution pour obliger les ferrailleurs à déclarer aux recycleurs la provenance de leur cargaison.

Le maire Miranda a pris les grands moyens après le vol de fils de cuivre dans des lampadaires alignés sur près de 10 km.

La compétition est forte dans le milieu de la ferraille et la valeur du métal incite de plus en plus de gens à se lancer

dans ce marché. Les criminels y voient aussi des gains potentiels. Les vols les plus spectaculaires font les manchettes, mais des centaines d'événements passent sous silence.

Toutefois, comme ces crimes ne sont pas compilés séparément des autres vols, les corps policiers, dont la Sûreté du Québec et le Service de police de la Ville de Montréal, n'en saisissent pas toujours l'ampleur. «On aimerait que ça bouge du côté de la police, surtout en région», indique M^{me} Dessureault.

Vidéotron affirme avoir hésité avant de dénoncer ces vols sur la place publique, craignant d'être associé à un réseau plus vulnérable. En levant le voile, l'entreprise espère faire bouger les choses et encourager d'autres entreprises à emboîter le pas.

Interrogé à ce sujet, Bell qualifie pour sa part ces vols de «relativement rares» et ajoute qu'ils sont en diminution après l'implantation de nouvelles technologies dans leurs réseaux.

Commission Charbonneau Monsieur 3 % victime d'attaques malveillantes, selon son avocat

L'avocat qui représente Bernard Trépanier dans la cause criminelle du Faubourg Contrecoeur déplore certaines méthodes employées à la commission Charbonneau. Larrogance figure parmi ses doléances.

M^e Daniel Rock a été interrogé par les journalistes, hier, à la sortie de la salle d'audience de la Cour supérieure, où son client et les autres accusés du Faubourg Contrecoeur devaient comparaître.

Aucun n'y était, en raison de ce que M^e Rock a qualifié d'«imbroglio».

M^e Rock a toutefois profité de l'occasion pour dire ce qu'il pensait de la façon dont son client est dépeint à la commission Charbonneau. Il estime que M. Trépanier, surnommé monsieur 3%, est victime d'attaques malveillantes, alors qu'il n'a pas été jugé et qu'il attend son procès.

«C'est un bras du gouvernement qui, jour après jour, publie des

nouvelles sur mon client. Alors on verra ce qu'on fait avec ça.»

M^e Rock déplore aussi l'arrogance envers certains témoins.

Son client passe l'hiver en Floride avec sa femme, mais il est prêt à venir si sa présence est requise, assure M^e Rock. Il déplore le fait que la Commission a envoyé un «subpoena de quatre mois» à M. Trépanier – de ces jours-ci à juin –, ce qui est totalement ridicule, selon lui.

— Christiane Desjardins

Cocaïne Trafiquant libéré

Les Services correctionnels canadiens ont accepté hier de libérer Pierino Divito, 75 ans, condamné à 18 ans de prison en 1994 pour avoir tenté d'importer au pays plus de 5400 kg de cocaïne. Durant son incarcération, Divito a été extradé vers les États-Unis pour répondre d'une autre peine pour importation de cocaïne. À son retour au pays, en décembre dernier, les autorités canadiennes ont décidé de ne pas comptabiliser dans sa peine initiale le temps purgé dans les geôles américaines. L'avocat de Divito s'est présenté devant la Cour supérieure pour faire déclarer illégale la détention de son client, et les Services correctionnels se sont ravisés. — Daniel Renaud

Justice Récidiviste déclaré délinquant dangereux

Maladivement jaloux et très violent, le récidiviste Richard Graveline, 45 ans, a été déclaré délinquant dangereux et condamné à une peine de 15 ans, hier à Montréal, pour les sévices qu'il a infligés à une ex-conjointe. M. Graveline a été déclaré coupable de neuf accusations ayant trait à l'enlèvement, la séquestration, des agressions sexuelles avec lésions, des voies de fait graves et armées. La victime est une consommatrice de drogue qui avait l'habitude de se prostituer dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

— Christiane Desjardins



CESSEZ DE CHERCHER À GAUCHE ET À DROITE.

Les prix Air Canada les plus bas se trouvent sur aircanada.com

FAITES LE TEST.

Si vous trouvez, dans les 24 heures, un prix Air Canada inférieur au nôtre, nous vous accorderons un crédit de 50 \$ plus la différence du prix.

C'EST LA PROMESSE QUE VOUS FAIT AIR CANADA.

Vous trouverez toujours nos prix les plus bas sur aircanada.com

Réservez dès maintenant.

aircanada.com



La garantie des plus bas prix Air Canada s'applique également aux réservations effectuées par les agents de voyages sur le site aircanada.com/agents

Notre promesse: si vous trouvez, dans les 24 heures suivant l'achat de billets sur aircanada.com, un prix Air Canada plus bas d'au moins 5 \$ pour exactement le même vol Air Canada, Air Canada Express^{MC} (exploité par Jazz Aviation LP, Sky Regional Airlines inc., Exploits Valley Air Services Ltd. ou Air Georgian) ou Air Canada rouge au départ du Canada, Air Canada vous offrira un crédit de 50 \$ plus la différence du prix par passager. Les prix non accessibles au public et les vols à code multiple sont exclus. D'autres conditions s'appliquent. Pour tous les détails, visitez aircanada.com/garanti. ^{MC}Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.

UN DUR

 DE DUR

SÉRIE-F #

LA GAMME DE CAMIONS LA PLUS VENDUE

AU CANADA

DEPUIS 47 ANS



- CHARGE UTILE
- CAPACITÉ DE REMORQUAGE
- PUISSANCE



10,6 L/100km SUR ROUTE
15,0 L/100km EN VILLE

F-150 XLT 4X4 2013 SuperCrew
équipé du moteur 5 L

LOUEZ POUR

369\$ @ 0,99%*** TERME DE **24** MOIS

PAR MOIS TAUX ANNUEL

**INCLUANT UN ACOMPTE DE 3 495 \$ ET UN RABAIS
DU CONSTRUCTEUR DE 8 500 \$.
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUS.**



« AVEC LA PUISSANCE, LA CHARGE UTILE ET LA CAPACITÉ
DE REMORQUAGE LES MEILLEURES DE LA CATÉGORIE, LE
F-150 EST TOUJOURS LA
RÉPONSE. »

JUSQU'À
8500\$[∞] + 1000\$*
APPLICABLES À L'ACHAT

EN RABAIS DU CONSTRUCTEUR
SUR LA PLUPART DES CAMIONS 2013 NEUFS

**APPLICABLES À L'ACHAT
D'ACCESSOIRES D'ORIGINE FORD**
SUR LA PLUPART DES CAMIONS 2012 ET 2013 NEUFS

COUVER
DE PLAT

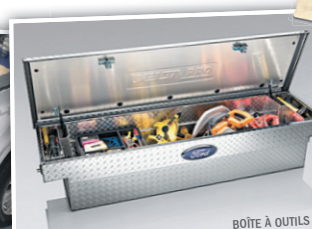
PROTECTEUR DE CAPO



RÉTROVISEURS DE REMORQUAGE



RALLONGE



BOÎTE À OUTILS

F-250 XLT 4X4 2013 à cabine double
équipé du moteur 6,2 L

ACHETEZ POUR

41 995\$**

INCLUANT PLUS DE 7 000 \$ EN RAISONS TOTAUX
Frais de transport et taxe sur le climatiseur inclus

ET

**L'ENSEMBLE
SÉRIE SPÉCIALE**

SANS FRAIS

L'OFFRE « L'ENSEMBLE SÉRIE SPÉCIALE »

- CAMÉRA DE RECU
- MARCHEPIED DE HAYON
- DÉMARREUR À DISTANCE
- ANTIBROUILLARDS

- MARCHEPIEDS
PLATE-FORME NOIRS
- JANTES DE 18 PO
EN ALUMINIUM USINÉ
BRILLANT

D'UNE VALEUR DE 2 810\$



DE PLUS



RECYCLEZ VOTRE VÉHICULE ET OBTENEZ

JUSQU'À **3000\$**

EN PRIME ADDITIONNELLE

SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2012 ET 2013 NEUFS.
MONTANT INDICÉ DU SUPER DUTY.

Personnalisez votre camion pendant l'événement UN DUR DE DUR.
Seulement chez votre concessionnaire Ford ou à Ford.ca.

(((SiriusXM)))

De série pour la
plupart des véhicules
Ford
avec abonnement
de 6 mois prépayé**

DENIS LESSARD

PHOTO LE SOLEIL

Elle affirme qu'il est pour le moins ironique que M^{me} Maltais, tout en réduisant l'aide aux futurs bénéficiaires, qui ne peuvent actuellement se défendre, soit montée au créneau pour attaquer Ottawa à propos de ses compressions à l'assurance emploi. « Elle fait des coupes en ne consultant pas les groupes », sans études sur l'impact de ses mesures.

Chaque mois, le Ministère reçoit 2500 demandes d'aide d'adultes de moins de 25 ans. « On veut ramener la croissance de dépenses à 2 %, cela ne s'est jamais fait, c'est sûr qu'il y aura des gens qui

On appauvrit les pauvres, dénonce Québec solidaire

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Les compressions à l'aide sociale appauvriront les pauvres, et les belles paroles du gouvernement péquiste n'y changeront rien, dénonce Québec solidaire.

« M^{me} Maltais commence par couper, puis dit: "Croyez-moi sur parole, mon plan va fonctionner." Je lui réponds: "C'est fini, le temps où on croit des politiciens sur parole" », tonne la co-porte-parole du parti, Françoise David.

Malgré des compressions de 20 millions dans les prestations à l'aide sociale, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, assure qu'elle améliorera la situation des démunis grâce à de nouveaux programmes en préparation.

Juste avant le congé de la relâche, M^{me} Maltais a dévoilé dans la *Gazette officielle du Québec* un nouveau règlement sur l'aide sociale. Elle éliminera l'allocation spéciale de 129 \$ pour les gens de plus de 55 ans et les parents d'un enfant de moins de 5 ans. Cette allocation supplémentaire servait de compensation pour un obstacle supplémentaire à la recherche d'un emploi. Leur prestation passera donc de 733 à 604 \$, une baisse d'environ 20 %. Son ministère épargne ainsi 20 millions de dollars par année.

En contrepartie, M^{me} Maltais doit proposer pour certains prestataires une allocation supplémentaire

de 195 \$, pour une durée limitée à six mois, s'ils participent à « Tous pour l'emploi », un programme de réinsertion pas encore en place qui devrait comprendre « des subventions salariales élargies à toutes les entreprises ».

« En cachette »

Même si elle avance qu'il n'y a pas de compressions et que la mesure sera globalement positive, la ministre n'a prévu aucune conférence de presse pour l'annoncer officiellement. « Elle a annoncé ça en cachette, et on comprend pourquoi, lance la libérale Karine Vallières. Pour un gouvernement qui se vante de sa transparence, on repassera. »

À l'étude des crédits, M^{me} Vallières avait demandé à la ministre d'où proviendraient les compressions prévues de 51 millions. « Elle n'a jamais évoqué ces coupures, rappelle-t-elle. Et ces coupures se font à l'aveuglette. Il n'y a pas d'études pour en évaluer l'impact. M^{me} Maltais accuse le fédéral de faire la même chose. Elle a perdu toute crédibilité pour les critiquer. » La députée libérale demande au gouvernement péquiste de reculer.

La Coalition avenir Québec critique surtout « la forme » de l'annonce. « L'annonce a été faite en cachette, et il n'y a pas d'étude d'impact », renchérit le caquiste Sylvain Lévesque. Il croit toutefois qu'il y a « trop de gens sur l'aide sociale ».

PROMOTION

GUIDE OFFICIEL 2013 DU

**SALON NATIONAL DE
L'HABITATION**

Un cahier à conserver ce mercredi dans LA PRESSE

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Grande-Bretagne
Élisabeth II quitte l'hôpital

Tout sourire, la reine Élisabeth II, 86 ans, a quitté hier après-midi le King Edward VII Hospital à Londres où elle avait été admise dimanche pour une gastroentérite, ce qui a rassuré ceux qui s'inquiétaient de cette première hospitalisation en 10 ans. Elle a reporté ou annulé ses rendez-vous publics cette semaine.

— AFP



PHOTO REUTERS

Italie « Système de prostitution » autour de Berlusconi?

Le parquet de Milan a dénoncé l'existence d'un système de prostitution dans l'entourage de Silvio Berlusconi au cours de son réquisitoire contre le politicien accusé de prostitution de mineure et d'abus de pouvoir dans le procès Rubygate. Berlusconi a nié et s'est dit « un peu amusé » par le réquisitoire.

— AFP



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Venezuela
L'état de santé de Chavez s'aggrave

Le président vénézuélien Hugo Chavez, hospitalisé à Caracas pour un cancer, souffre d'une « aggravation » de ses problèmes respiratoires et « d'une nouvelle et grave infection », a déclaré hier le ministre de la Communication et de l'Information du Venezuela, Ernesto Villegas.

— AFP



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Haïti
Jean-Claude Duvalier hospitalisé

L'ancien président haïtien Jean-Claude Duvalier, 61 ans, poursuivi par la justice pour crimes contre l'humanité et détournement de fonds, a été hospitalisé jeudi juste après avoir comparu devant un tribunal, a relaté hier une source proche de Bébé Doc. Il devrait comparaître de nouveau jeudi, au cours d'une audience.

— AFP

SAINT-SIÈGE

Ouellet ne croit pas être le favori

ÉMILIE BILODEAU

Jamais Marc Ouellet ne s'était imaginé faire partie des candidats les mieux placés pour devenir pape. Malgré les prédictions des observateurs, le cardinal québécois n'est pas si certain d'être élu au prochain conclave. « Je crois qu'il y a un certain nombre de personnes qui ont plus de chances que moi d'être élu », a-t-il dit hier soir dans une entrevue à Radio-Canada.

Marc Ouellet n'a pas été surpris par la démission de Benoît XVI, puisque ce dernier avait évoqué son désir de se retirer à cause de la fatigue. Il a tout de même qualifié le geste de « révolutionnaire ». « Le pape Benoît XVI, on a dit qu'il insistait sur la tradition, sur la continuité, qu'il

était conservateur. Il vient de poser un geste qui est parmi les plus révolutionnaires depuis sept siècles. Si vous croyez que l'Église n'est pas dans la modernité, il y a un pas extraordinaire qui a été fait. »

Peu importe l'identité du prochain pape, le cardinal Ouellet est d'avis qu'il ne faut pas s'attendre à des changements révolutionnaires. Il a cependant démontré un peu plus d'ouverture concernant les couples divorcés qui désirent se remarier.

Douze cardinaux attendus

Hier, les cardinaux du monde entier ont participé à une première congrégation afin de déterminer la marche à suivre pour la succession de Benoît XVI. La date

tant attendue de l'entrée en conclave n'a cependant pas été fixée lors de cette rencontre. Les 115 cardinaux électeurs doivent être présents au Vatican pour choisir la date. Hier matin, 12 d'entre eux étaient absents.

Dans le cadre de la congrégation, 13 cardinaux ont pris la parole. « Certains veulent aller vite, d'autres veulent prendre leur temps », a dit le père Federico Lombardi lors d'un point de presse.

Les cardinaux ont profité de cette occasion pour exprimer « leur affection et leur gratitude » à Benoît XVI, qui a officiellement pris sa retraite jeudi soir dernier. Ils ont également lu, tous ensemble, un serment qui les engage à ne pas dévoiler le contenu de leur rencontre. L'un après l'autre,

ils ont ensuite juré de tenir le secret en posant la main sur l'Évangile ouvert.

« Ce serment se réfère à l'élection et à tout ce qui va avec. Mais les cardinaux peuvent parler aux journalistes des questions de l'Église, de la situation en Afrique à la nouvelle évangélisation », a précisé le père Lombardi.

Pendant que tous les yeux étaient tournés vers Rome, un Italien a réussi à marquer cette journée solennelle d'un petit coup d'éclat en se faisant passer pour un cardinal. C'est finalement sa soutane trop courte et son étrange chapeau mou qui auront contribué à le démasquer.

— Avec l'AFP, Associated Press et La Presse Canadienne



PHOTO, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS
Marc Ouellet dit ne pas avoir été surpris par la démission de Benoît XVI.

LES TENUES DU PAPE
SONT PRÊTES

L'identité du prochain pape n'est pas encore connue, mais ses vêtements sont déjà prêts. Trois tenues de trois grandeurs différentes ont été confectionnées par la Maison Gammarelli. Peu importe qui sera le successeur de Benoît XVI, il trouvera une soutane à sa taille.

La soutane est fabriquée en laine pure. « Il n'y pas de laine spéciale pour le Saint-Père, c'est le tissu classique qu'on utilise pour tous nos clients qui s'habillent de blanc », explique Lorenzo Gammarelli, un des gérants de la maison de couture. Outre le Saint-Père, Gammarelli habille aussi des missionnaires et certains ordres monastiques.

« Pour ce conclave, nous avons préparé trois habits ecclésiastiques blancs en laine, accompagnés d'une mosette [pèlerine] de velours rouge bordée de fourrure blanche, parce que nous sommes en hiver », raconte Lorenzo Gammarelli.

Il est impossible de prédire la grandeur des pieds du prochain pape. « Pour les chaussures, c'est plus difficile, le futur pape ne pourra pas mettre des chaussures qui ne seraient pas à sa taille : nous proposerons donc toutes les tailles possibles », dit Lorenzo Gammarelli.

Contrairement aux chaussures, la calotte est moins difficile à confectionner. Elle s'adapte bien à toutes les têtes!

Gammarelli n'a rien d'un tailleur ordinaire. Depuis 1798, cette petite boutique habille les papes. Un certificat affiché sur l'un des murs du commerce atteste d'ailleurs que Gammarelli est le fournisseur officiel du Vatican. Pour ce conclave, de trois à cinq couturières ont travaillé à chacune des tenues du futur pape.

— Émilie Bilodeau et l'Agence France Presse

Mali Le Tchad réaffirme la mort de deux chefs islamistes

Le président tchadien Idriss Deby a réaffirmé hier que les deux chefs islamistes Abou Zeïd et Mokhtar Belmokhtar avaient été tués dans des combats dans le nord du Mali, en assurant que les corps n'avaient pas été exposés par respect « des principes de l'islam », dans un discours retransmis à la télévision tchadienne. Les morts d'Abou Zeïd et de Belmokhtar dit Le Borgne, tous deux Algériens, avaient déjà été annoncées par le Tchad en fin de

semaine dernière. Mais ni Bamako ni Alger ne les ont confirmées. La mort d'Abou Zeïd, un des chefs au Mali d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), semblait cependant se confirmer hier tandis que celle de Belmokhtar restait incertaine. Abou Zeïd a été tué « par un bombardement aérien français dans les montagnes » des Ifoghas (nord-est du Mali) « et non par les Tchadiens » qui étaient « à plus de 80 kilomètres » lors du

bombardement, a affirmé sous le couvert de l'anonymat un djihadiste qui a l'habitude d'écrire pour des sites djihadistes, selon Sahara Médias. Il a en revanche assuré que Mokhtar Belmokhtar « était bien vivant », « pour la simple raison qu'il se trouve dans la région de Gao [dans le nord du Mali, mais plus au sud du massif des Ifoghas] où il mène les combats contre l'ennemi ».

— Agence France-Presse



PHOTO AL ANDALUS, AFP
Abou Zeïd (à gauche)

JOURNALISME CITOYEN EN SYRIE

Raconter la guerre au péril de sa vie

Filmer les bombardements, photographier la destruction, recueillir les témoignages des victimes : tel était le quotidien de Omar Shakir lorsqu'il était en Syrie. Aujourd'hui réfugié au Liban, il continue sans relâche à récolter de l'information à partir du Liban. Sa mission : raconter au monde entier la répression du régime de Bashar al-Assad.

ANDREANE WILLIAMS
COLLABORATION SPÉCIALE

TRIPOLI — Lorsqu'il n'est pas en train d'écrire des articles pour alimenter ses pages Facebook, Omar Shakir, un ancien étudiant en génie civil, guide les journalistes étrangers à travers la communauté de réfugiés et d'activistes syriens de Tripoli. Pour lui comme pour des centaines d'autres, la guerre a fait naître une vocation. Pendant presque un an, alors qu'il était toujours en Syrie, Omar documentait la révolution et le quotidien des civils de ce pays prit dans un conflit.

À l'été 2011, lui et une quinzaine d'autres jeunes hommes mettaient leurs économies en commun et créaient le centre des médias de Homs. « Nous passions tout notre temps à photographier, filmer et diffuser nos vidéos sur YouTube et Facebook. Je documentais également les cas de viols et de torture pour le bureau de Human Rights Watch à



PHOTO ZAC BAILLIE, AGENCE FRANCE-PRESSE
Les journalistes citoyens se sont imposés comme l'une des principales sources d'information du conflit en Syrie.

Beyrouth », raconte-t-il. Il faut dire qu'avec la télévision d'État syrienne accusée de désinformation et de propagande pro Assad et un accès au pays extrêmement difficile pour les médias étrangers, les

de ses anciens confrères du centre des médias. Depuis son arrivée au Liban en mars, Omar ne relâche pas la garde. Par précaution, il a préféré élire domicile à Tripoli plutôt que dans la capitale, qui

je suis encore plus prudent », raconte-t-il. Sans relâche, il continue à récolter l'information à partir du Liban. Ultimement, il espère décrocher une bourse pour intégrer un programme de journalisme au sein d'une université libanaise, mais ses chances sont minces. « Je voulais étudier le journalisme à l'Université Arabe à Tripoli, mais ça n'a pas été possible parce que je n'ai pas pu fournir les documents nécessaires. J'ai tout perdu dans la guerre », dit-il.

Pour ces apprentis journalistes, dont le seul crime est d'avoir été témoin et des exactions commises dans cette répression sanglante, le prix à payer est élevé.

Selon Reporters sans frontières, au moins 54 journalistes citoyens ont péri depuis le début du conflit. Omar, lui, est

Selon Reporters sans frontières, au moins 54 journalistes citoyens ont péri depuis le début du conflit syrien.

journalistes citoyens se sont imposés comme l'une des principales sources d'information du conflit.

Une occupation dangereuse
Ces nouveaux journalistes, qui oeuvrent dans la clandestinité, couvrent cependant la révolte au péril de leur vie. À preuve, Omar a perdu sept

compte une forte présence d'alliés du régime de Damas tel que le Hezbollah. Pour éviter de se faire repérer trop facilement, l'apprenti journaliste a changé huit fois d'appartement en moins d'un an. « Un de mes collègues s'est déjà fait arrêter deux fois et a même été victime d'une tentative d'assassinat. Depuis,

Les rebelles remportent une victoire majeure

DAMAS — Les rebelles ont remporté hier leur victoire la plus importante depuis le début de la révolte en Syrie, en s'emparant d'un chef-lieu de province, au moment où Washington avalisait implicitement des livraisons d'armes par des pays du Golfe aux rebelles « modérés ». À Raqa, chef-lieu de la province éponyme, « les rebelles contrôlent presque entièrement la ville », a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui s'appuie sur un réseau de militants et de sources médicales. « Dans les prochaines heures, Raqa sera la première capitale de province à être hors du contrôle du régime », a déclaré à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Selon lui, ce sont les djihadistes du Front Al-Nosra, alliés à d'autres groupes, qui combattent dans la ville. Une statue de Hafez al-Assad, prédécesseur et père de l'actuel président Bachar al-Assad, a été détruite, selon une vidéo mise en ligne par des militants. Proche de la frontière turque, la ville de Raqa comptait 240 000 habitants, mais plus de 800 000 déplacés s'y sont installés depuis le début du conflit en mars 2011.

— Agence France-Presse

pratiquement sans nouvelles de sa famille depuis qu'il a fui la Syrie clandestinement. Mais le jeune homme est déterminé à continuer son travail. Il y a tout juste deux ans, critiquer le régime syrien de Bachar al-Assad était presque impensable, aujourd'hui Omar rêve de devenir journaliste.

QUATRE MOTS POUR COMPRENDRE

FRANÇOIS VAN HOENACKER

Élections tendues au Kenya

NAIROBI — Cinq ans après le scrutin meurtrier qui a ensanglanté leur pays en 2007, les électeurs kényans se sont rués aux urnes hier. Quatre mots pour décrire ces élections marquées par la tension, la violence et d'importants effectifs de sécurité.

Policiers

Plus de 99 000 policiers ont été déployés afin d'assurer la sécurité au pays. Malgré ces mesures, la journée d'hier a fait au moins 19 morts. Une embuscade attribuée au Conseil républicain de Mombasa, groupe séparatiste, aurait coûté la vie à au moins quatre policiers tués à coups de machette. Six membres du gouvernement et deux civils auraient également perdu la vie.



PHOTO PHIL MOORE, AGENCE FRANCE-PRESSE

Participation massive

Les autorités ont exhorté les électeurs à ne pas se laisser intimider par la violence. Plus de 70 % des 14 millions d'électeurs ont ainsi participé aux élections. En plus du prochain président, la population devait élire les députés, sénateurs, gouverneurs et membres de l'Assemblée départementale.



PHOTO CARL DE SOUZA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Imprévisible

Le scrutin présidentiel s'annonce extrêmement serré entre les deux favoris, le premier ministre Raila Odinga et Uhuru Kenyatta, héritier d'une des familles les plus puissantes du Kenya. À moins que l'un des huit candidats en lice ne réussisse à obtenir plus de 50 % des voix, un second tour aura lieu en avril. Hier soir, les résultats de l'élection présidentielle sortaient au compte-gouttes.



PHOTO SIMON MAINA, AGENCE FRANCE-PRESSE

Cauchemar

En 2007, l'annonce de la victoire contestée du président sortant Mwai Kibaki avait dégénéré en affrontements politico-ethniques sans précédent. Plus d'un millier de personnes avaient alors été tuées et plus de 600 000 avaient été déplacées. Kenyatta a d'ailleurs été inculpé par la Cour pénale internationale pour son rôle présumé dans l'organisation des violences lors des dernières élections. Malgré cette inculpation, la Haute Cour du Kenya a permis le 15 février à Kenyatta de se présenter à l'élection présidentielle.

— Avec l'Agence France-Presse

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information
André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

Marois, Harper, même combat



Sous les conservateurs de Stephen Harper, le gouvernement fédéral adopte des politiques allant à l'encontre des valeurs québécoises, entend-on souvent dire. La réforme de l'assurance-emploi serait le plus récent exemple du fossé qui s'élargit entre le Québec et le reste du pays.

Cette vision des choses est caricaturale. On en a une preuve dans les changements qu'envisage le gouvernement Marois au programme d'aide sociale. La ministre responsable, Agnès Maltais, a raison de souligner que ces changements ne sont pas de la même envergure que la réforme de l'assurance-emploi. Cependant, les objectifs des deux politiques sont exactement les mêmes: réduire les dépenses publiques, inciter la clientèle concernée à chercher un emploi et combler la pénurie de main-d'œuvre.

Devant la colère suscitée par le projet de règlement, M^{me} Maltais donne des signes de vouloir reculer. Cette affaire n'en illustre pas moins que le gouvernement fédéral n'a pas le monopole des compressions dans l'aide aux démunis.

On a pu voir le même phénomène à l'œuvre dans le domaine du soutien aux arts. On se souvient du tollé suscité au Québec par l'abolition, par le gouvernement Harper, de certains programmes d'aide à la diffusion de la culture canadienne à l'étranger. «Stephen Harper

se désintéresse complètement de notre culture et du sort de nos artistes», dénonçait alors la chef du Parti québécois, Pauline Marois.

Or, cinq ans plus tard, qui diminue les sommes consacrées au soutien aux arts? Le gouvernement péquiste. À la grande déception du milieu concerné. Le Conseil québécois du théâtre s'est même dit «grandement sceptique quant à la pleine volonté du gouvernement Marois de contribuer à un réel développement des arts au Québec».

Conclusion: en situation budgétaire difficile, le gouvernement du Québec n'épargne pas davantage les programmes sociaux et le soutien à la culture que le gouvernement fédéral.

La ligne dure adoptée par le gouvernement conservateur en matière de lutte contre le crime est également décrite, par plusieurs, comme foncièrement différente du «modèle québécois». Pourtant, à l'instar de bien d'autres Canadiens, un grand nombre de Québécois souhaitent que des peines plus sévères (jusqu'à la peine de mort) soient infligées aux criminels.

Même chose pour l'indifférence du gouvernement Harper à l'égard du dossier environnemental. Si l'on exclut l'hydro-électricité, qui fut un choix économique bien plus qu'écologique, les Québécois ne sont pas plus respectueux de l'environnement que les Canadiens des autres régions, comme l'a bien montré notre collègue François Cardinal dans son livre *Le Mythe du Québec vert*.

Bien sûr, le Québec est une «société distincte». Cependant, sur le plan des politiques comme des valeurs, le fossé est loin d'être aussi profond que veulent nous le faire croire ceux qui s'acharnent à le creuser.



RÉPLIQUE

Où étaient les millions?

SERGE LARIVÉE
Professeur titulaire à l'École de psychoéducation de l'Université de Montréal, l'auteur réplique à l'opinion de Carl Langelier intitulée «La sainte crucifiée», qui a été publiée le 27 février.

J'ai été étonné d'un aveu de Carl Langelier, qui a critiqué notre texte «Les côtés ténébreux de mère Teresa». Bien sûr, écrit-il, «il arrivait que le pot de petites pilules et granules soit vide... J'ai moi-même mis la main dans mes poches pour réapprovisionner. La petite madame a pris mon argent. Le lendemain, les médicaments étaient sur la tablette». Mais alors, je ne comprends pas le raisonnement.

Pour mère Teresa, la pauvreté, la souffrance et la mort sont de belles occasions de s'unir à Dieu et de partager la passion du Christ.

Au début des années 90, lors de son séjour auprès d'elle, mère Teresa avait déjà en caisse plusieurs millions de dollars. Où étaient donc passés tous ces millions? Un responsable d'une banque interviewé à ce sujet rapporte avoir géré des sommes de 3 millions par année jusqu'en 1981, année où mère Teresa reprend le contrôle des finances.

Par ailleurs, Suzan Shields, ancienne missionnaire de la Charité à New York, a confié à un journaliste que chaque soir, 25 sœurs écrivaient des lettres de remerciements pour les dons reçus, dont certains s'élevaient à 50 000\$. Selon elle, 50 millions

reposaient dans le compte bancaire de l'ordre. Elle évalue approximativement à 100 millions la somme que les missionnaires de la Charité récoltaient annuellement pour leurs œuvres. Mère Teresa affirmait pourtant en 1994: «Nous nous engageons à employer chaque dollar que nous recevons selon les intentions du donateur, c'est-à-dire en faveur des plus pauvres des pauvres que nous servons puisque tout ce que nous recevons leur est destiné.» Si tel avait été le cas, elle aurait pu, avec cet argent, doter toute une partie de l'Inde d'un système de soins de santé moderne et gratuit.

Pourquoi ne pas avoir soigné tous ces malades? La réponse est tout à fait cohérente avec la conception du catholicisme de mère Teresa. Pour elle, la pauvreté, la souffrance et la mort sont de belles occasions de s'unir à Dieu et de partager la passion du Christ. Tout se passe comme si sa mission essentielle consistait à permettre aux personnes malades et souffrantes de ressembler au Christ et finalement, de s'assurer de le rejoindre rapidement dans l'au-delà, d'où la décision de limiter les soins.

En fait, mère Teresa assimile la souffrance des pauvres à une grâce divine. Pourtant, lorsqu'elle-même a eu besoin de soins palliatifs, ce n'est pas dans une maison de sa congrégation, mais dans un hôpital américain ultramoderne qu'elle les a reçus.

Il y a une certaine ironie à, d'une part, célébrer la beauté de la pauvreté et à cesser de la considérer comme un malheur et, d'autre part, à miser sur l'argent des riches pour continuer à s'occuper spirituellement «des plus pauvres parmi les pauvres».

COMPRESSIONS À L'AIDE SOCIALE

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

COMPRENDRE

Quel pape faut-il?

Pierre Murray, curé, et Martin Larocque, conférencier, en discutent avec André Pratte

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Les «unes» du Time

par Mario Roy

LA VISION IDYLLIQUE DES ÉTUDIANTS

Une opinion à lire exclusivement à lapresse.ca/debats

OPINION

Parlons-nous d'amour

Il faut se donner le goût du Québec avant de dépenser des fonds publics pour la promotion de la souveraineté



PIERRE-PAUL SÉNÉCHAL
L'auteur est un ex-secrétaire de la Commission nationale sur l'avenir du Québec (1995).

Le congrès d'Option nationale a fait encore une fois ressortir la grande confusion qui prévaut dans bien des cercles souverainistes au sujet de cet enjeu des fonds publics à consacrer à la souveraineté.

Cette confusion n'est pas nouvelle, elle a hanté chacun des conseils nationaux du Parti québécois depuis plus d'une décennie. Il est facile, comme le fait Jacques Parizeau, de balayer d'un revers de main l'argument du statut minoritaire du gouvernement actuel, comme s'il s'agissait d'un faux-fuyant. En réalité, le problème n'est pas d'abord là.

Plusieurs s'imaginent un peu trop facilement qu'il s'agirait, demain matin, qu'un gouvernement souverainiste se donne un programme tous azimuts d'information et de vente de la souveraineté pour que le taux d'adhésion de partisans du Oui, qui oscille depuis un bon bout de temps entre 30 % et 35 %, se donne comme par magie des allures d'automne 1995.

Le contexte n'est plus le même et le public électeur non plus. Il faudrait en prendre acte un jour.

Chez une portion relativement élevée de militants souverainistes, on demeure encore trop peu conscient de l'ampleur des dommages causés au mouvement souverainiste par l'opération de «reconstruction nationale» (lire canadienne) réalisée par

le clan fédéraliste au cours des 15 dernières années.

Ce plan de reconstruction a agi avec une efficacité certaine auprès des jeunes publics. Il a été accompagné d'un discours très démobilisateur axé sur la «désuétude» du combat national, la «futilité des vieilles batailles» et, surtout, sur la «maudite chicane», denrée politique de Jean Charest et de François Legault.

Tout cela aura créé, c'était l'objectif, un irrésistible sentiment de lassitude, de faux besoin de répit, de désolant repli chez bien des Québécois.

Il n'y aura pas de remontée de la souveraineté dans l'opinion publique si on ne met pas un terme au processus de désamour des Québécois envers eux-mêmes.

publique si on ne met pas un terme au processus de désamour des Québécois envers eux-mêmes et s'il n'y a pas d'émouvantes retrouvailles des Québécois avec leur Québec, comme c'était jadis le cas.

Du côté d'Ottawa, on aura été de toute évidence plus stratégique à ce chapitre. Au cours de ces 15 dernières années, ce n'est pas formellement dans la «promotion du fédéralisme», mais dans la fierté et dans la promotion du Canada dans le cœur des citoyens qu'on a investi des fonds publics. Une part fort importante des gains réalisés au détriment du mouvement souverainiste est attribuable à cette vaste offensive identitaire.

Si l'approche est tout à fait légitime, qu'est-ce qui empêche tout gouvernement en poste à Québec d'en faire autant? À plus forte raison un gouvernement souverainiste.

Ce qu'il faut réclamer du gouvernement Marois, ce n'est pas un périlleux débat sur l'octroi de fonds publics pour la promotion de la souveraineté, mais d'abord un véritable plan de reconstruction du «goût du Québec» et de son vouloir-vivre collectif.

Pour agir sur ce terrain, nul besoin d'être majoritaire, nul besoin d'un débat préalable en Chambre, tout gouvernement en poste à Québec a d'emblée un devoir naturel de faire sans fausse pudeur la promotion et la valorisation grand public de son peuple, de son histoire, de ses institutions, de son territoire national.

Sans un tel plan, la gouvernance souverainiste risque de demeurer cantonnée au niveau des mots. Et en l'absence de résultats, on aura tout le loisir de discuter encore longtemps de mécanique référendaire.

À BIEN Y PENSER

Avec sa réforme de l'assurance-emploi, Stephen Harper veut forcer la main-d'œuvre sous-employée des régions pauvres du Canada à migrer vers les régions les plus riches, en manque chronique de main-d'œuvre. Les provinces maritimes et le Québec sont la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal d'ici. Alors que l'Ouest – la base électorale des conservateurs – est l'Allemagne d'ici. Si nous voulons conserver notre main-d'œuvre (souvent saisonnière) et assurer la vitalité des régions du Québec, nous devons rapatrier l'assurance-emploi.

– Sylvio Le Blanc, Montréal

DÉBATS

Le filet social détricoté

Avant de songer à la réinsertion des assistés sociaux, il faudrait faciliter une première insertion au marché du travail



MARILYNE LAFRENIÈRE
L'auteure est enseignante en histoire au cégep de Trois-Rivières et au Collège Shawinigan.

Après que le gouvernement fédéral s'est acharné (et persiste) à détricoter le filet social qu'est l'assurance-emploi, voilà que le gouvernement provincial se préoccupe de l'aide de dernier recours: l'aide sociale.

Les filets sociaux ont été instaurés parce qu'en toute civilisation, en toute conscience de l'inégalité des citoyens à la naissance (capacités intellectuelles, physiques, prédisposition aux dépendances, milieu socio-économique) et des détours de l'existence (perte d'emploi, problèmes de santé), on a voulu collectivement réduire les écarts, s'occuper des moins chanceux.

Maintenons les allocations et offrons-en une supplémentaire pour ceux qui choisiront l'insertion. Motivons sans contraindre.

Par les mesures annoncées, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, vise «à renforcer l'incitation au travail» pour les prestataires ayant des contraintes temporaires à l'emploi. Contraintes liées à l'âge (de 55 à 58 ans) et à la garde d'un enfant de 5 ans et moins. Les actuels bénéficiaires remplissant ces critères reçoivent mensuellement une allocation supplémentaire de 129\$ sur le chèque de base de 604\$. Cette allocation durable sera abolie pour être remplacée par une somme de 195\$ mensuellement, somme versée pour la durée du programme d'insertion seulement.

Puisque 67 % des prestataires proviennent de familles

comptant un ou des assistés sociaux, la ministre affirme vouloir briser le cycle de la pauvreté qui prend sa forme concrète dans une certaine culture de l'aide sociale. C'est pourquoi un «parcours de réinsertion» sera mis en place.

La réinsertion implique, par définition, qu'il y a eu une première insertion suivie d'une coupure. S'il y a, comme le prétend Agnès Maltais, un «cycle de la pauvreté» à briser, la question suivante est légitime: y a-t-il eu une première insertion au marché du travail pour les bénéficiaires? Pourquoi n'y en a-t-il pas eu?

Analphabétisme, limitations (physique ou intellectuelle), problématique de socialisation, méconnaissance du marché du travail, ignorance du fonctionnement des ordinateurs figurent entre autres au banc des accusés. Dans le parcours de réinsertion, «je n'échapperai personne», promet Agnès Maltais.

Le contenu, l'organisation et la durée du programme prévu demeurent toutefois inconnus. L'allocation supplémentaire s'élevant à 195\$ mensuellement pour la durée du programme ne sera socialement rentable que si l'on donne le temps aux personnes d'apprendre et de combler leur lacune. Or, trop souvent, le temps, c'est de l'argent, et à long terme, on finit par manquer de l'un, de l'autre ou des deux.

La ministre prévoit-elle travailler auprès des employeurs pour qu'ils accueillent cette main-d'œuvre? Qu'ils dépassent les préjugés connus et communs envers les assistés sociaux? Le cycle de la pauvreté et la culture de l'aide sociale ne s'entretiennent pas tout seuls. Comme une pièce de monnaie, il a deux facettes.

Il est certainement tentant d'appuyer le programme d'Agnès Maltais en se disant qu'«enfin, les Bougon ont fini de profiter du système et qu'il y a du ménage qui va se faire! C'est fini, l'abus». Si telle est votre pensée, sortez votre calculatrice.

D'abord, déduisez du montant du chèque d'aide sociale (de base – 604\$ – ou avec allocation



PHOTO FRED CHARTRAND, LA PRESSE CANADIENNE

La ministre Agnès Maltais prévoit-elle travailler auprès des employeurs pour qu'ils dépassent les préjugés connus et communs envers les assistés sociaux?

– 733\$) les frais suivants: habitation, nourriture, électricité, vêtements, téléphone... et vous vous souviendrez qu'un salaire est nécessaire pour vivre décemment.

Ensuite, additionnez les dépassements de coûts liés au milieu de la construction, aux divers projets municipaux et aux paradis fiscaux... en fait, déposez votre calculatrice. On peut aisément estimer que

le parcours sera long avant d'atteindre l'équivalent en économies réalisées en découplant le filet social.

Une maille à l'envers, une maille à l'endroit. L'abus n'a pas de classe sociale.

Il n'est pas un argument en soi.

Si, comme société, nous décidons de prendre en charge la réinsertion des assistés sociaux, faisons-le pour de bon: avec

du temps, les ressources économiques et humaines requises. Faisons-le à une échelle considérable: pas uniquement chez les plus faibles parmi les plus affaiblis. Faisons-le dans une optique d'amélioration, pas de punition.

Maintenons les allocations et offrons-en une supplémentaire pour ceux qui choisiront l'insertion. Motivons sans contraindre. Les résultats seront plus solides.

On a tué Steve Déry

Aux prises chaque jour avec des gestes de désespoir, les policiers «du Nord» ne sont presque jamais des Inuits



MARIE-ANDRÉE DENIS-BOILEAU
L'auteure a été procureure aux poursuites criminelles et pénales à la Cour itinérante (Nunavik) de septembre 2011 à septembre 2012.

J'ai appris avec la plus grande tristesse la mort par balle de Steve Déry, policier du Kativik Regional Police Force (KRPF). Un policier «du Nord», comme on les appelle. Un policier du Nunavik, la terre des Inuits.

J'ai pleuré. Pleuré pour la famille. Pleuré en imaginant le désespoir et la tristesse solidaires que doivent vivre tous les policiers du KRPF. Ces policiers qui vivent dans un environnement hostile. Ces policiers qui doivent tous les jours intervenir avec courage dans une nation qui n'est pas la leur, chez des individus qui ne parlent pas leur langue.

J'ai aussi pleuré devant la rage de ce tueur, retrouvé mort après son crime. Apparemment suicidé. Probablement avec la même arme que celle ayant servi à abattre Déry. Un geste de désespoir. Peut-être de rage. Peut-être d'un peu de tout.

Chaque jour de leur vie, les policiers du KRPF sont aux prises avec des gestes de désespoir, des gestes d'individus qui mettent leur sécurité et celles des leurs en péril. Les policiers du KRPF empêchent des hommes ivres de battre leur conjointe, ils se ruent en catastrophe vers des hommes qui se promènent carabine à la main en plein village, souvent ivres, pointant en toute direction alors que plusieurs passants sont à portée de tir... Ils «éteignent des feux», souvent au péril de leur propre vie. Sans eux, combien de femmes seraient défigurées par leur conjoint? Combien de gens tués par balle?

Le problème, c'est que les 87 policiers du KRPF sont

blancs, parfois noirs, peut-être d'une autre couleur, mais presque jamais des Inuits (au 1^{er} mai 2012, ils étaient 4 sur 87). Mais ça doit être pour le bien des Inuits, direz-vous? EUX qui ne peuvent faire ce travail. Eux qui n'ont pas l'éducation pour occuper ces postes. Eux qui ne comprennent pas comment ça marche, protéger les leurs! ON doit les aider.

Les Inuits du Nunavik sont un peuple soumis à la violence et au contrôle d'un autre peuple. Notre peuple.

Peut-on reprocher à un peuple en entier de ne pas comprendre le gros bon sens? À un peuple en entier de ne pas être capable d'assurer la sécurité des siens? C'est tellement énorme comme affirmation que je ne comprends même pas qu'on puisse l'appliquer ainsi au quotidien.

Les Inuits du Nunavik sont un peuple soumis à la violence et au contrôle d'un autre peuple. Notre peuple. Leur langue, celle dans laquelle ils aiment, ils rêvent, est une sous-langue. Elle ne sert à rien. On ne les éduquera quand même pas dans celle-ci. Leur histoire est une sous-histoire. On leur apprendra, mais en rapport à la nôtre.

Leur visage, on ne le voit pas. On voit ce qu'on en a compris et c'est ainsi qu'on le représente. On voit le Grand Nord, la beauté de ses paysages. On voit des chasseurs, vivant dans des igloos. On voit des alcooliques. On voit le désespoir. C'est ainsi qu'on LES voit. On voit tout ce qu'on veut, mais on ne voit pas les

individus. Les différences et les forces inuites sont vues comme des déficiences, des étrangetés.

Comment voulez-vous que, devant tout ce mépris de ses mœurs et de sa culture «objectivement» expliquée et démontrée par la nation qui le domine, l'Inuit ne finisse pas par se dénigrer? Une fois que vous vous dénigrez, comment voulez-vous ne pas sombrer dans l'abnégation de vous-même, dans l'illusion de légèreté apportée par la drogue ou l'alcool? Comment ne pas tomber dans la rage?

L'Inuit, comme n'importe qui, a envie de ce monde de Blancs, de ces privilèges. Il veut la place du Blanc. Mais elle lui est inaccessible. Interdite. Sa rage le pousse même à s'en prendre aux siens!

Je vois des policiers courageux mais excédés, en danger, victimes de plus en plus d'agressivité des populations locales et, conséquemment, de plus en plus accusés eux-mêmes de glisser dans la brutalité policière. Je vois des populations locales soumises à une oppression illégitime qui ne peuvent que se révolter et se détruire de plus en plus.

La mort tragique de Steve Déry est la conséquence directe de ce statu quo, de ce «c'est pas grave», de ce «je-m'en-foutisme». Les policiers du KRPF en paient aujourd'hui un prix trop élevé. Et j'ai peur pour la suite.

ÇA COMMENCE
BIEN!



LE MATIN DÈS 6H

Votre actualité, servie autrement

tc • MEDIA

 facebook.com/cacommecebien

 [@cacommecebien](https://twitter.com/cacommecebien)



vtele.ca | v mobile